

Développement agricole et rural / Pêche

Lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale



L'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) concerné est représenté en couleur.

Après une forte montée en 2008, les prix des denrées alimentaires ont atteint des sommets en 2011 et en 2012, et ils continuent d'augmenter. Cette envolée des prix alimentaires exerce une menace sur la sécurité alimentaire des pays en développement. Cela a un impact particulièrement fort sur les populations pauvres, urbaines mais aussi rurales, telles que les petits agriculteurs et pêcheurs dont la production ou les prises ne suffisent même pas à subvenir à leurs propres besoins alimentaires.

La JICA déploie une coopération pour répondre aux problèmes liés au développement agricole, rural et maritime. Le but est de contribuer à l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à « éradiquer la pauvreté extrême et la faim » en offrant une aide pour la production et l'approvisionnement alimentaires ainsi qu'en matière de nutrition aux habitants des zones rurales et urbaines.

Développement agricole et rural

● Situation générale

Le contexte du développement rural et agricole a largement évolué, notamment sous l'impulsion de la mondialisation rapide, du changement climatique, de l'explosion des prix alimentaires et pétroliers, de la demande croissante en biocarburants, des changements d'habitudes alimentaires qui accompagnent l'augmentation des revenus, de la participation accrue du secteur privé, de la compétition mondiale pour les terres cultivables et de la réhabilitation post-conflit. Dans de nombreux pays en développement, les agriculteurs représentent la majorité de la population et les trois quarts des pauvres vivent dans les zones rurales. C'est pourquoi les résidents ruraux des pays en développement sont profondément affectés par ces changements.

Approvisionnement alimentaire stable

Selon les estimations de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le nombre de personnes souffrant de malnutrition dans les pays en développement se situerait toujours à un niveau élevé, autour de 852 millions d'individus, entre 2010 et 2012. Par conséquent, la première cible de l'objectif 1 des OMD, qui vise à réduire de moitié la proportion de la population souffrant de la faim entre 1990 et 2015, risque d'être bien difficile à atteindre.

L'approvisionnement stable de la population en denrées alimentaires (sécurité alimentaire) est une condition essentielle à la stabilité socioéconomique et par conséquent un enjeu politique important. Or, pour diverses raisons telles que le manque de capacités des gouvernements à planifier et mettre en œuvre des plans nécessaires, l'inadéquation des infrastructures agricoles, le faible niveau des techniques de production et des systèmes de distribution insuffisants, les pays en développement sont très démunis face aux aléas climatiques et la sécurité alimentaire des habitants est fréquemment menacée.

Cette situation entraîne une détérioration de l'état de santé de la population, provoque la sortie de devises étrangères pour l'importation de denrées alimentaires et accélère la migration vers les villes ainsi que l'abandon de l'agriculture. Ces changements induisent eux-mêmes une aggravation de la pauvreté dans les zones urbaines, facteur d'instabilité sociale et économique.

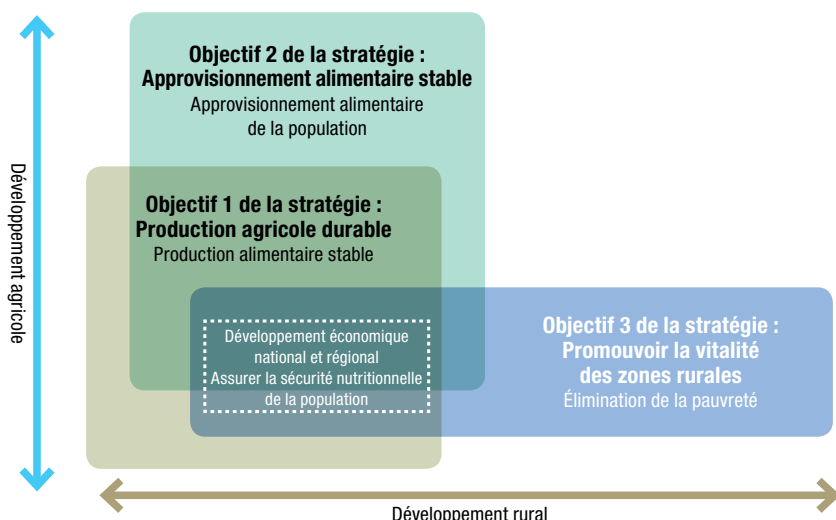
Réduction de la pauvreté rurale

Selon le rapport 2012 de la Banque mondiale, malgré une baisse de la proportion de personnes vivant dans une situation de pauvreté extrême (avec moins de 1,25 USD par jour), ce nombre devrait rester proche du milliard en 2015, contre 1,29 milliard en 2008. Géographiquement, les populations pauvres sont concentrées en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Par ailleurs, bien que les taux d'autosuffisance pour

les principales céréales se soient quelque peu améliorés et que la classe moyenne urbaine soit en pleine expansion en Amérique du Sud et en Asie du Sud, des inégalités subsistent entre les villes et les campagnes. Dans ces régions, il est nécessaire de trouver des moyens de réduire le fossé économique entre les zones urbaines et rurales.

Il a été établi que la croissance de l'agriculture contribue au moins deux fois plus à la réduction de la pauvreté que la croissance d'autres secteurs. En outre, dans les pays à faible revenu, notamment en Afrique subsaharienne, la part importante de l'agriculture dans le PIB traduit souvent les espoirs placés par la population dans le secteur agricole en tant que source de croissance économique.

Objectifs, philosophie et finalité de l'aide au développement agricole et rural



● Actions de la JICA

En matière de développement agricole et rural, la coopération de la JICA vise à garantir l'approvisionnement alimentaire stable des populations rurales et urbaines, à réduire la pauvreté dans les communautés rurales et, par ce biais, à stimuler la croissance économique aux niveaux national et régional. Toutes ces activités ont pour but de contribuer à la réalisation de l'OMD 1.

Dans ce contexte, la JICA a défini trois objectifs spécifiques de coopération :

1. Production agricole durable

Les risques liés à l'approvisionnement alimentaire forment une combinaison complexe de facteurs à court terme et à long terme. Les risques à court terme comprennent les mauvaises récoltes dues aux conditions climatiques et la hausse spéculative qui les accompagne. Les facteurs à long terme sont la forte croissance démographique des pays émergents, l'évolution de la structure de la demande dans ces pays, les restrictions d'accès aux ressources de production, comme l'eau et la terre, la vulnérabilité au changement climatique et enfin la concurrence entre la demande alimentaire et les besoins en biocarburants. Faire face à cette situation nécessite donc avant tout d'identifier la source de chaque problème pour apporter des réponses adaptées à chaque cause et aux circonstances spécifiques à chaque région. La JICA entend parvenir à une production agricole durable afin de répondre à ces divers problèmes.

Dans cette optique, la JICA fournit d'abord une aide pour l'élaboration de politiques agricoles qui intègrent les caractéristiques de l'ensemble du secteur du pays partenaire. En se basant sur ces politiques, la JICA assure une coopération couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production

à la vente en passant par la distribution. Ses initiatives comprennent la mise en place, la maintenance et la gestion des infrastructures de production agricole telles que les systèmes d'irrigation ; l'amélioration de la fourniture et de l'utilisation des semences, des engrais et d'autre matériel agricole ; et l'introduction et l'utilisation des technologies de production des céréales, du bétail et d'autres produits tout en soutenant le renforcement institutionnel des organisations associées [→ voir l'étude de cas page 93].

De plus, la JICA prend des mesures pour favoriser la résilience de l'agriculture au changement climatique. Cela comprend notamment des activités favorisant une utilisation durable de la terre, le développement de l'énergie de biomasse de deuxième génération qui n'entre pas en concurrence avec la production alimentaire ; l'établissement de systèmes de stockage ; l'utilisation de statistiques agricoles et l'introduction d'une assurance contre les intempéries ; et la promotion de l'entrée du secteur privé sur le marché [→ voir l'étude de cas ci-dessous]. Au Myanmar par exemple, des systèmes d'irrigation ont été maintenus par des prêts d'APD pour améliorer la productivité et la rentabilité des activités agricoles. Simultanément, la JICA prépare des projets de coopération complets comprenant le développement de politiques et de systèmes pour la promotion d'une agriculture irriguée, l'amélioration des technologies de production des principales cultures par l'irrigation, l'introduction et l'utilisation adaptées des machines et équipements agricoles, et la promotion de la coopération avec le secteur privé. Par ailleurs, avec l'augmentation des revenus, les habitants des pays en développement veulent consommer des produits agricoles et d'élevage à forte valeur ajoutée et ils sont plus attentifs aux problèmes liés à la sécurité et à la qualité de leur alimentation. Il convient de répondre également à ces problèmes.

Étude de cas

Éthiopie : Projet de renforcement de la résilience en milieu rural

Pour des moyens de subsistance stables dans des zones rurales résistantes aux sécheresses

En 2011, la sécheresse a frappé la Corne de l'Afrique et a eu de graves conséquences sur la population. Une aide humanitaire a été déployée pour faire face aux crises répétées occasionnées par les sécheresses de la région. Aujourd'hui, la JICA apporte une aide pour mettre fin à ces crises par l'autonomisation de la communauté.

Amélioration de la résilience des zones rurales

Pour sa première tentative, la JICA réalise un projet destiné à introduire un système d'assurance basée sur les indices météorologiques. À travers ce système, qui sert de compensation lors des sécheresses, l'assurance indemnise automatiquement les agriculteurs lorsque les totaux pluviométriques sur une période donnée sont inférieurs au seuil convenu.

Le nombre de ménages agricoles assurés à travers le projet était de près de 1 300 en 2013, soit un peu moins de 10 % du nombre total d'agriculteurs dans la zone cible. De par la couverture du risque lié aux précipitations irrégulières, le système d'assurance basée sur les indices météorologiques devrait encourager les agriculteurs à développer leurs activités agricoles pour, à terme, améliorer la production de l'ensemble de la zone.

Concernant l'aide aux éleveurs, deux marchés de bétail ont été construits dans la zone. Ils ont officiellement ouvert leurs portes en octobre 2013. La construction de ces marchés devrait permettre aux éleveurs de vendre leur bétail avant

que les animaux ne souffrent du manque d'eau ou de nourriture causé par la sécheresse. Ces marchés permettent aux éleveurs de surmonter la sécheresse en obtenant de l'argent liquide et en achetant les céréales indispensables à la vie quotidienne. De plus, après la fin de la sécheresse, ils peuvent racheter de nouveaux animaux pour reconstituer leurs troupeaux. Ainsi, les populations améliorent leur résilience lors de la sécheresse tout en ayant la

possibilité de se rétablir rapidement.

Par ailleurs, l'amélioration des marchés de bétail attire également des acheteurs de la capitale et des villes voisines. Pour les éleveurs, le développement des opportunités d'affaires dissuadera les acheteurs de faire pression à la baisse sur les prix du bétail ; cela devrait donc permettre aux agriculteurs de vendre dans des conditions favorables et de gagner plus d'argent.



Des agriculteurs contractent une assurance climat.

2. Approvisionnement alimentaire stable

Une production durable est la condition d'un approvisionnement alimentaire stable de la population d'un pays. De plus, assurer un approvisionnement stable nécessite l'établissement de politiques d'offre et de demande alimentaires nationales qui intègrent la sécurité alimentaire au niveau international. La création d'un cadre pour les importations et l'utilisation appropriée de l'aide alimentaire sont également nécessaires.

L'Afrique est le continent affichant la plus forte proportion de population souffrant de malnutrition (35 % des Africains, chiffres de 2011). C'est donc celui où les efforts destinés à accroître la production alimentaire sont les plus nécessaires. La quantité de riz consommée en Afrique progresse rapidement et il est fort probable que la production rizicole connaisse une croissance durable. Cette denrée apparaît donc comme l'une des solutions au manque de sécurité alimentaire du continent.

En collaboration avec d'autres bailleurs de fonds, la JICA a lancé en mai 2008 une initiative baptisée « Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique » (CARD), qui vise à doubler la production de riz en une décennie, en passant de 14 à 28 millions de tonnes d'ici 2018, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire. Pour atteindre cet objectif, la JICA soutient l'élaboration de stratégies nationales de développement rizicole dans les 23 pays producteurs de riz en Afrique, et apporte une aide pour stimuler la production



Récolte du riz dans un projet lié à la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD) à Madagascar.

de riz selon la stratégie fixée dans chaque pays. Dans le premier groupe de 12 pays de la CARD, la production rizicole a augmenté de 48 %, de 14 millions de tonnes lors de l'année de référence, à 20,7 millions de tonnes en 2012.

3. Promouvoir des communautés rurales dynamiques

Afin que le développement rural soit un facteur de réduction de la pauvreté, il est important de procéder à des changements sociaux et de dynamiser les villages ruraux dans une perspective de développement

Étude de cas **Palestine : Projet d'amélioration de la vulgarisation pour une agriculture à valeur ajoutée dans la grande vallée du Rift**

Une agriculture rentable pour la Palestine

Dans la grande vallée du Rift, en Palestine, la JICA apporte une aide aux petites et moyennes exploitations agricoles afin d'encourager une agriculture rentable répondant aux besoins du marché.

Introduction d'un ensemble de mesures de promotion de l'EVAP

En Palestine, dans la grande vallée du Rift, l'agriculture est un secteur clé. Cependant, la plupart des exploitations de taille modeste ou moyenne doivent faire face à plusieurs problèmes : un faible niveau technologique, un manque de ressources en eau et une quantité insuffisante d'engrais et de substances agrochimiques.

La JICA a mené des projets de coopération pour évaluer le potentiel de la région et résoudre les problèmes de manière cohérente. Sur la base de ces résultats, l'Agence a initié le projet d'amélioration de la vulgarisation pour une agriculture à valeur ajoutée dans la grande vallée du Rift (EVAP). La JICA se concentre sur l'amélioration des services liés à la diffusion des technologies permettant aux agriculteurs des petites et moyennes exploitations d'orienter leur production en fonction des besoins du marché et d'augmenter leur rentabilité.

À travers ce projet, une série de mesures menées par les vulgarisateurs à l'intention des agriculteurs a

été présentée dans le cadre de la promotion de l'EVAP. Concrètement, le projet a pour ambition de former un réseau basé sur la situation actuelle en fournissant des formations commerciales et en organisant des forums d'affaires pour les groupes d'agriculteurs, les vulgarisateurs et les entreprises du secteur. À l'issue de ces activités, les groupes d'agriculteurs élaborent leurs propres programmes.

De plus, la JICA a présenté aux agriculteurs de nouvelles technologies pour augmenter la valeur ajoutée de leurs produits et collecté des données empiriques pour promouvoir ces nouvelles technologies à travers des conférences et des rencontres quotidiennes entre agriculteurs.

Encourageant la participation des femmes aux activités et en incitant les agriculteurs à réfléchir sur la division du travail entre les sexes dans l'agriculture, la JICA encourage la réduction de la charge de travail ainsi que la participation des femmes au processus de prise de décision.

Les deux années de coopération ont permis d'obtenir des résultats encourageants. Par exemple,



Des agriculteurs locaux et des vulgarisateurs accompagnés d'experts de la JICA se réjouissent de la bonne récolte des pastèques produites en Palestine.

une variété de pastèque qui n'était plus produite à cause d'un virus provenant du sol est revenue sur les étals pour la première fois en vingt ans. L'efficacité vérifiée des techniques de greffe a contribué à la promotion de l'EVAP, et les autorités gouvernementales ont également aidé les agriculteurs à acheter des plants. En outre, les groupes d'agriculteurs attendent une augmentation des ventes de compost grâce à l'établissement de techniques de production pour un compostage organique de qualité.

Les responsables du ministère de l'Agriculture ont salué ces résultats et annoncé leur volonté de diffuser l'ensemble des mesures de promotion de l'EVAP dans toute la Palestine.

des économies agricoles et d'augmentation des moyens d'existence des populations. Pour parvenir à cet objectif, il convient d'aller au-delà de la simple hausse de productivité. Il convient par exemple d'améliorer la distribution et la vente des produits alimentaires, de dynamiser le secteur agroalimentaire, de renforcer les mesures de promotion des exportations et d'augmenter les revenus non agricoles par une amélioration de la gestion agricole.

Il faut également déployer une aide transversale recouvrant plusieurs domaines. Les fonctions administratives locales doivent être renforcées et des infrastructures rurales telles que les routes communautaires et les installations d'approvisionnement en eau potable doivent être construites. La JICA s'emploie également à améliorer le cadre de vie ainsi que le niveau de santé et d'éducation des résidents ruraux. L'aide vise en outre le développement participatif des zones rurales et la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes.

Pour stimuler le développement rural, la JICA fournit une aide aux institutions administratives locales pour l'élaboration de plans de développement avec la participation des résidents ruraux. La JICA apporte aussi une aide pour l'établissement de systèmes de mise en œuvre permettant à la communauté d'augmenter ses revenus et ses moyens d'existence par l'amélioration de la transformation, de la distribution et de la vente de produits agricoles [→ voir l'étude de cas page 39]. De plus, dans les pays en situation post-conflictuelle, le développement agricole et rural étant souvent une composante clé de l'aide, la JICA accorde la priorité à ces activités.

Au Népal, par exemple, une route reliant Katmandou au sud du pays a été construite grâce à un projet de don ; ce système de transport permet aux personnes vivant le long de la route d'avoir un meilleur accès aux marchés situés dans les zones urbaines [→ voir l'étude de cas page 41]. Afin de créer un effet de synergie entre l'aide concrète apportée par le Japon et l'amélioration des revenus dans les zones rurales, la JICA contribue à l'introduction de systèmes de culture et de collecte des produits horticoles ainsi qu'au renforcement des liens entre les agriculteurs et les entreprises privées. La JICA s'efforce également de consolider le système administratif afin d'apporter une aide adaptée aux horticulteurs. Ces efforts devraient permettre aux agriculteurs de cultiver et vendre leurs produits en se basant sur des informations relatives aux marchés et, à terme, revitaliser les communautés agricoles.

Pêche

● Situation générale

Les produits de la pêche provenant des océans, des lacs et des cours d'eau constituent une ressource alimentaire importante pour les habitants des pays en développement. Selon la FAO, les produits halieutiques fournissent à ces populations 20 % de leurs apports en protéines animales et ils constituent souvent l'une des seules sources de protéines abordables. Les ressources halieutiques sont fondamentalement des « ressources libres d'accès » pouvant être capturées avec du matériel rudimentaire. Par ailleurs, le secteur de la pêche joue un rôle précieux, car il fournit un moyen de subsistance aux personnes vulnérables, comme les femmes chefs de famille ou les personnes ne disposant pas de moyens de production. La part des pays en développement dans les exportations mondiales de produits halieutiques est de 50 % ou plus en valeur, et de 60 % ou plus en volume (2010), ce qui montre le rôle crucial du secteur pour l'économie de ces pays.

La production halieutique et aquacole mondiale était de 148 millions de tonnes en 2010. Cependant, la production des pêches de capture marines a atteint un sommet dans les années 1990 et, depuis lors, ces ressources seraient sur le point d'être pleinement exploitées. Ces dernières années, face à la stagnation de la pêche de capture, la production aquacole n'a cessé d'augmenter et elle représente aujourd'hui près de 40 % de la production halieutique totale.

Même dans les pays en développement, le déclin des ressources halieutiques est manifeste, probablement à cause de la surpêche et de la destruction de l'environnement naturel et des écosystèmes. Cependant, les pratiques de bonne gestion des ressources halieutiques sont encore peu appliquées par les pêcheurs. Ces derniers sont souvent privés de moyens d'existence alternatifs et ils ont donc une forte tendance à favoriser le profit immédiat plutôt que les bénéfices durables à long terme. Ainsi, la gestion efficace des ressources halieutiques acceptable par une majorité de pêcheurs constitue un défi clé pour ces pays.

● Actions de la JICA

Comme cela a été mentionné précédemment, la mauvaise gestion des pêches et la détérioration de l'environnement, qui entraînent la perte de précieuses ressources halieutiques, sont des problèmes majeurs du secteur de la pêche. Les villages de pêcheurs, souvent situés dans des zones rurales marginalisées, doivent également faire face à un grand nombre de problèmes sociaux, notamment une pauvreté chronique. Il est donc fondamental de s'attaquer aux problèmes de la gestion de la pêche dans le cadre plus large du « développement des communautés (villages) de pêcheurs », qui intègre les autres aspects pertinents de la subsistance des pêcheurs.

La coopération de la JICA dans le secteur de la pêche vise trois grands objectifs : (1) assurer l'approvisionnement alimentaire stable des populations locales, (2) éliminer la malnutrition en garantissant des apports alimentaires appropriés, et (3) réduire la pauvreté en fournissant aux pauvres des moyens de subsistance. Une gestion adaptée des ressources halieutiques constitue une bonne base pour réaliser ces objectifs et elle est essentielle au développement des villages de pêcheurs. Les trois piliers de la coopération de la JICA sont les suivants :

1. Dynamisation des communautés de pêche locales

Pour réduire la pauvreté chronique et autonomiser les communautés de pêche, il convient d'adopter une approche globale. Les efforts pour promouvoir la gestion durable des ressources halieutiques seraient plus efficaces s'ils étaient complétés par des activités visant à stabiliser les moyens de subsistance des communautés. Cela comprend la promotion d'activités rémunératrices alternatives, comme l'agriculture, et la fourniture de services de santé et d'éducation, ainsi que d'autres programmes de développement social.

La JICA apporte une aide pour le développement des infrastructures de pêche, telles que la construction de ports de débarquement et de marchés de poisson, qui favorisent une commercialisation efficace du poisson ainsi que les actions collectives des membres des communautés. La JICA s'attache également à améliorer les capacités des organisations de pêcheurs ainsi que les activités des groupements féminins pour la transformation et la commercialisation du poisson.

2. Stabilité de l'approvisionnement alimentaire (utilisation efficace des ressources halieutiques)

Dans plusieurs pays en développement, les problèmes de sécurité

alimentaire s'aggravent, principalement à cause de la croissance démographique. Cette situation exerce inévitablement une pression supplémentaire sur les ressources halieutiques. Afin d'assurer un approvisionnement stable en poisson tout en évitant la surexploitation des ressources, le secteur de la pêche doit rapidement passer de la capture à l'aquaculture. En réponse à ces besoins, la JICA concentre ses efforts sur l'aquaculture. Pour promouvoir l'aquaculture dans les zones rurales, la JICA adopte une approche unique de « formation d'exploitant à exploitant ». De plus, la JICA soutient le développement des ressources humaines dans l'aquaculture en ciblant les chercheurs, les techniciens et les vulgarisateurs. Les poissons et les produits halieutiques sont hautement périssables. Dans les pays en développement, où les infrastructures de distribution sont insuffisamment développées, les pertes postérieures à la capture constituent un problème. La JICA s'emploie à améliorer les installations liées au débarquement, à la distribution et à la vente du poisson pour un meilleur contrôle de la qualité et de l'hygiène. Ces efforts sont complétés par une assistance technique pour la transformation et la conservation

du poisson [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

3. Conservation et gestion adéquates des ressources halieutiques

Les ressources halieutiques ont la capacité de se reproduire si elles sont correctement gérées. Consciente que les approches descendantes adoptées par les gouvernements ne sont probablement pas en mesure de promouvoir la bonne gestion des ressources halieutiques, la JICA privilégie une approche de co-gestion qui intègre la sensibilisation et le renforcement des capacités des groupes de pêcheurs et qui encourage les mécanismes de collaboration parmi les acteurs clés.

La JICA met également l'accent sur le renforcement des capacités des administrations compétentes pour créer des cadres politiques adéquats et mettre en œuvre les mesures décidées. La collecte de données scientifiques en appui à la prise de décision et l'aide aux initiatives régionales vont dans le même sens. Avec la participation des pêcheurs locaux, la JICA s'attache à protéger et restaurer l'habitat essentiel des écosystèmes terrestres et marins tels que les herbiers marins.

Étude de cas **Sénégal : Programme de promotion d'une pêche durable**

Transition d'une pêche d'exploitation vers une pêche de protection : Gestion des ressources halieutiques utilisant les expériences japonaises

La JICA souhaite mettre en place une pêche durable soutenue par une gestion respectueuse des ressources halieutiques et le développement d'une chaîne de valeur basée sur les expériences japonaises.

Soutien de longue date à la pêche artisanale

Près de 600 000 personnes, soit 17 % de la population active du Sénégal travaillent dans le secteur de la pêche, et les produits marins représentent 70 % des protéines animales consommées par la population. En d'autres termes, le secteur de la pêche joue un rôle pivot pour l'économie et l'emploi, la nutrition et la sécurité alimentaire du pays. Cependant, près de 90 % du poisson étant fourni par la pêche artisanale, le secteur est extrêmement vulnérable.

Depuis 1976, soit presque quatre décennies, le Japon soutient le secteur, aussi bien du point de vue matériel qu'organisationnel. Ce soutien comprend le développement des infrastructures, ports de débarquement et marchés de poisson, l'exécution de projets de coopération technique et de programmes de formation, et l'envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger. Grâce à ces efforts, l'industrie de la pêche au Sénégal représente aujourd'hui 13 % (environ 40 milliards JPY) des exportations totales du pays. Les poulpes capturés sur les côtes d'Afrique occidentale sont exportés vers le Japon. Cependant, ces dernières années, les captures ont décliné avec la diminution de la taille des produits marins. Par ailleurs, le système de distribution doit faire face à plusieurs défis tels que des pertes après la pêche, mais aussi des problèmes d'hygiène alimentaire et de préservation de la fraîcheur.

Depuis la fin des années 1990, la JICA poursuit son aide par une coopération technique pour la gestion des ressources halieutiques. Au cours du projet de coopération technique sur le renforcement des capacités de l'Organisation de la pêche artisanale et des responsables des villages de pêcheurs (2009-2013), la JICA a contribué à une gestion des ressources axée

sur les pêcheurs en se basant sur l'approche japonaise traditionnelle de co-gestion. La prise de conscience de l'importance de la gestion des ressources par les pêcheurs a été améliorée avec succès en encourageant des pratiques de pêche respectueuses des ressources, qui évitent les captures excessives et les captures de poissons trop petits. En ce qui concerne les captures de poulpes et de thiof (genre de mérou), la JICA a fixé une saison de la pêche et fourni des équipements et des techniques spéciales de pêche.

Au cours du plan de promotion d'une gestion conjointe

des ressources halieutiques et du développement d'une chaîne de valeur, initié en 2014, des efforts seront entrepris pour maintenir les ports de débarquement et améliorer les conditions sanitaires et la fraîcheur des produits marins capturés par des pêcheurs impliqués dans la gestion des ressources halieutiques. La JICA travaille également sur la réduction des pertes après la pêche, l'amélioration des rendements et des prix de vente par une augmentation de la valeur ajoutée, ainsi que l'établissement de canaux commerciaux. À travers l'établissement d'une chaîne de valeur, la JICA fera avancer la gestion des ressources halieutiques par la promotion d'une pêche garantissant les gains des pêcheurs, même en cas de capture modeste.



Des femmes et un expert de la JICA transforment les produits de la pêche dans un port de débarquement construit grâce à une aide japonaise. (Photo : Kenshiro Imamura)